

PLUS

AYAAN HIRSI ALI,
LA REBELLE
DE L'ISLAM
PAGE 5



Julien Olivier est le papa de William, Julien Jacoby, celui de Mélody. Les deux jeunes hommes de 20 ans abordent la paternité avec une surprenante sagesse.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE. LA PRESSE ©



J'AI 20 ANS ET JE SUIS PAPA

AU MOMENT OÙ CERTAINS GARÇONS CONNAISSENT LEURS PREMIERS ÉMOIS AMOUREUX, LE STRESS DES EXAMENS UNIVERSITAIRES OU LE PLAISIR D'ÉCUMER LES TERRASSES LES SAMEDIS SOIR, D'AUTRES VIVENT DÉJÀ L'ÉTAPE DES COUCHES À CHANGER, DES BOIRES À 3H DU MATIN ET DES QUARTS DE TRAVAIL DIFFICILES POUR JOINDRE LES DEUX BOUTS. ÊTRE PAPA À 20 ANS, C'EST AUSSI ÇA LA VIE.

MARIO GIRARD

Julien Jacoby et Julien Olivier ont tous les deux 20 ans. Le premier est papa d'une petite fille de 10 mois alors que le second veille aux soins de son fils d'un an et demi.

Dans les deux cas, l'annonce de la grossesse fut une surprise. «Ça a été tout un choc. J'ai pris deux ou trois jours pour encaisser le coup», dit Julien Jacoby. Et puis, comme nos familles nous appuyaient, ma blonde et moi avons plongé.»

Évidemment, l'annonce de cette nouvelle aux futurs grands-parents est une autre étape difficile. «Je n'avais pas une très bonne relation avec mes parents à ce moment-là, raconte Julien Olivier. Ils venaient de se séparer et je refusais de les voir. Mais je suis allé les rencontrer avec le livre *Je vais être papa* sous le bras. Ma mère s'est beaucoup inquiétée au début parce que je n'étais alors pas très stable. Je courais les raves

et je prenais de la drogue. Mais, finalement, tout s'est mis en place.»

Le sort des jeunes pères

Jean-Martin Deslauriers est travailleur social. Il est l'un des très rares au Québec à s'intéresser au sort des jeunes pères. «Je trouve qu'on leur consacre peu d'énergie. On ne fait pas encore l'équation qu'aider un jeune père, c'est aider du même coup un enfant.»

Celui qui consacre actuellement sa thèse de doctorat à ce phénomène trouve qu'il y a beaucoup de préjugés autour des jeunes pères. «On dit souvent d'eux qu'ils sont irresponsables. Il est vrai que le quart des pères ayant eu un enfant avec une fille de moins de 20 ans ne reconnaissent pas l'enfant. Mais moi, ce que je vois, ce n'est pas tout à fait cela. Je vois aussi des gars qui s'en sortent très bien.»

» Voir PÈRE en pages 2 et 3

LA FÊTE DES PÈRES



J'AI 20 ANS ET JE SUIS PAPA



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE©

La naissance de son fils a donné un sens à la vie de Julien Olivier (à gauche). « Plus je pense à mon fils, plus j'éprouve un sentiment fort. » De son côté, Julien Jacoby (à droite) trouve que cette expérience l'a forcé à devenir responsable. « Je ne sors presque plus. Mais je n'ai pas le sentiment de manquer quelque chose. »

SUITE DE LA PAGE 1

Le chercheur trouve qu'on sous-estime la crise que traversent les jeunes pères au moment de la grossesse. « Ces garçons vivent souvent des problèmes de couple, ils encaissent le désaveu de la belle-famille ou le jugement de leur propre famille. Ce type de situation est déjà très difficile à 30 ou 40 ans, imaginez à 20 ans. »

La sacro-sainte image du père

Comme tout le monde, ces gars sont confrontés à des images du père idéal.

Comme tout le monde, ils voient les publicités de Canadian Tire à la télé. « Être père, pour ces gars, c'est avoir un pouvoir d'achat et être un pourvoyeur, dit Jean-Martin Deslauriers. Or, on n'a

pas ce pouvoir d'achat à 18 ou 20 ans. Ce n'est pas facile pour eux. »

Depuis l'arrivée de leur fils William, Julien Olivier et sa copine habitent dans le sous-sol de belle-maman. « Dans quelques jours, on emménage dans notre premier appartement », dit le jeune homme, visiblement excité. Pour l'instant, Julien est journalier. Mais le jeune homme a d'autres aspirations. « J'aimerais ça retourner à l'école pour faire quelque chose que j'aime et gagner plus d'argent. »

Peu avant la naissance de sa fille Mélody, Julien Jacoby avait amorcé des études en génie électrique au cégep. Le DEC qui se fait normalement en trois ans prendra un peu plus de temps dans son cas. C'est que le jeune garçon doit consacrer plusieurs heures par semaine à un travail de serveur. « Ma blonde est

aussi serveuse. Avec ces deux emplois, on arrive à joindre les deux bouts. »

La plupart des jeunes adultes qui désirent être parents préfèrent d'abord terminer leurs études, amorcer une carrière, s'acheter une maison et une voiture. Alors, quand on voit des jeunes de 18 ou 20 ans derrière une poussette, les regards se font parfois critiques. « On a du mal à poser un regard neutre sur les jeunes parents, dit Jean-Martin Deslauriers. Ce que je trouve étrange, c'est qu'on ne dise rien à propos des adultes nantis qui ne font pas d'enfants. Je me demande lequel des deux phénomènes est le plus étrange. »

Sur la trentaine de jeunes pères que Jean-Martin Deslauriers fréquente à l'occasion de soupers ou de matchs de hockey, aucun n'a la même histoire.

Mais pour Julien Olivier, la naissance de son fils a donné un sens à sa vie. « Quand mes parents se sont séparés, je n'avais plus d'objectif. Plus je pense à mon fils, plus j'éprouve un sentiment fort. Plus je me dis que c'est pour la vie. »

« Ça m'a forcé à devenir responsable, ajoute de son côté Julien Jacoby. J'ai beaucoup changé. Je ne sors presque plus. Mais je n'ai pas le sentiment de manquer quelque chose. Ma jeunesse, je l'ai vécue intensément entre 15 et 19 ans. »

Rentrer du boulot à minuit puis se réveiller quelques heures plus tard pour s'occuper de sa fille, tout cela n'empêche pas Julien Jacoby de désirer un autre enfant. « Mais cette fois, je veux attendre de finir mes études. Ma blonde compte déjà les mois. »

LES DONNEURS DE SPERME SONT-ILS DES PÈRES ?

MARIO GIRARD

Régulièrement, depuis deux ans et demi, Martin pousse la porte d'une clinique de fertilité de Montréal afin de faire « don » de son sperme. Visiblement en forme, l'étudiant qui achève son baccalauréat en finances s'y rend... trois fois par semaine. Il est donc permis d'imaginer que plein de bébés ayant son nez et ses yeux font en ce moment des gazouillis. Martin a-t-il pour autant le sentiment d'être un peu papa ?

« Je sais que ça va manquer de charme, ce que je vais dire, mais je fais cela uniquement pour l'argent, dit le jeune homme de 27 ans. Ça paye le resto du samedi soir avec ma copine. » Dans son esprit, il ne procure pas une paternité mais un moyen génétique. « Quand je songe aux enfants nés de mes dons, il n'y a jamais de nostalgie. En revanche, je souhaite chaque fois que cet enfant ait de bons parents. »

Tout comme Martin, c'est d'abord l'aspect pécuniaire qui a incité Marc, 33 ans et travailleur autonome, à devenir donneur. « C'est sûr qu'à raison de 50\$ le don, il n'y a pas de quoi devenir riche. Mais comme j'avais entendu dire qu'on manquait de donneurs au Québec, je me suis dit qu'avant qu'on se mette à acheter du sperme aux États-Unis, je préférerais faire ma part pour assurer une descendance québécoise. Je sais que je contribue au

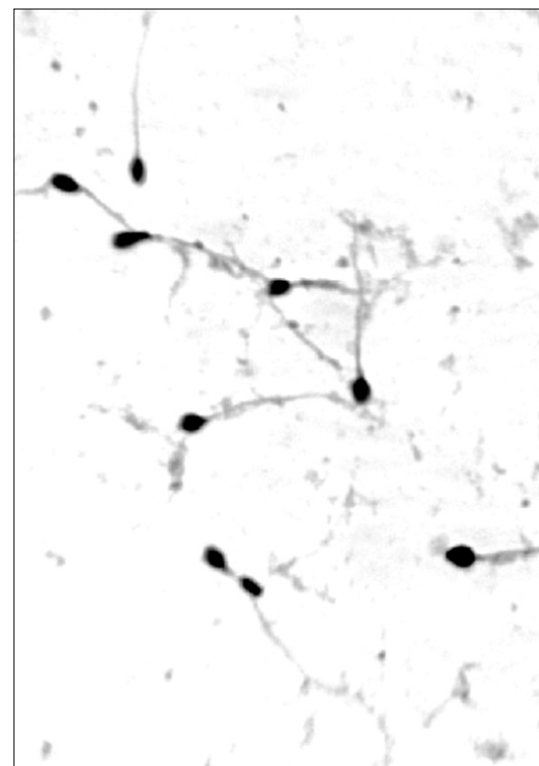
bonheur de certains couples. C'est pour cela que je continue à faire cela. »

Le principe de l'insémination artificielle est apparu à la fin des années 70. Mais même après toutes ces années, plusieurs tabous persistent. « Vous savez que dans certaines cultures, l'identité du parent biologique n'est pas très importante, explique Martin. J'aime cette idée de la collectivité au service du bien-être de l'enfant. Je nous trouve très possessifs à leur égard. »

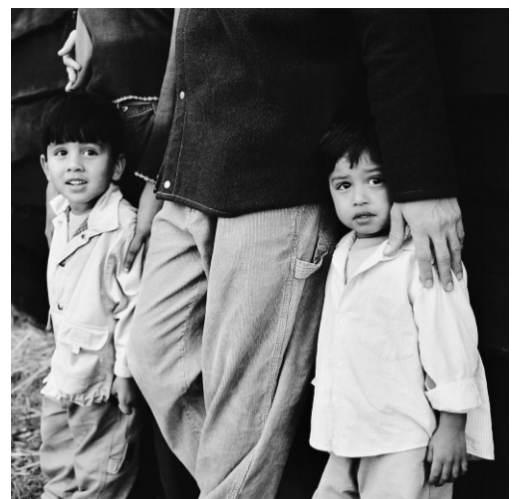
Ces dernières années, un débat international a eu lieu autour de l'identité du donneur. « Ça ne m'inquiète pas, dit Marc. Si jamais on sonne à ma porte et que quelqu'un m'annonce que je suis son père biologique, je vais dealer avec ça et aider cette personne à s'épanouir. »

Le don de sperme brime-t-il à la longue l'appel de la paternité ? « Non, je vais sans doute avoir un enfant un jour avec une femme, dit Martin. À ce moment-là, j'arrêterai de donner mon sperme. De toute façon, la carrière d'un donneur s'arrête vers 35 ans. Notre sperme est moins dense et se réveille plus difficilement après la congélation. »

Marc souhaite, de son côté, que le don de sperme devienne plus naturel et mieux accepté dans l'esprit des gens. « On n'arrête pas de dire qu'il est important de donner de son sang. Mais donner de son sperme l'est aussi. Il est temps qu'on comprenne ça. »



LA FÊTE DES PÈRES



PHOTOS STOCKBYTE©

LES MATINS DE TERRY ET MATTHIEU



Terry et Matthieu en compagnie de Jonathan et Alexis.

PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE©

L'ADOPTION HOMOPARENTALE > Aucune loi québécoise n'interdit aux conjoints de même sexe de présenter une demande d'adoption. En 1980, le Code civil prévoyait qu'une personne majeure pouvait adopter un enfant, «seule ou conjointement avec une autre». De plus, la Charte des droits et libertés, protégeant les gais et les lesbiennes contre la discrimination, leur permettait d'adopter au Québec et à l'étranger. Depuis 2002, la Loi sur l'union civile reconnaît expressément ce droit. Malgré ces modifications favorables, l'adoption homoparentale demeure encore difficile. Les intervenants sociaux peuvent entretenir des préjugés et ralentir le processus d'adoption. D'autre part, les parents biologiques, lorsqu'ils sont mis au courant du projet, peuvent également s'opposer à ce que leur enfant soit adopté par un couple de même sexe.

MARIO GIRARD

Les samedis matin de Terry et Matthieu ne sont plus les mêmes depuis deux ans. Exit les matinées consacrées à récupérer des abus d'un repas bien arrosé, finies ces sessions de lecture de journaux qu'on éternise en vidant mille tasses de café. Depuis que Jonathan, 7 ans, et Alexis, 5 ans, sont entrés dans la vie des deux hommes, plusieurs changements se sont opérés. Lors de notre visite, la maisonnée se préparait à vivre le premier match de soccer de Jonathan. Déjà vêtu de sa tenue de sport, le garçon avait plein d'images de ce match qu'il imaginait palpitant.

«L'idée d'avoir un enfant venait sporadiquement dans notre esprit, raconte Terry en défaisant un noeud malencontreusement fait par Jonathan. Mais chaque fois que cette idée émergeait, c'était perçu comme une impossibilité. On soupirait et on tentait d'oublier ça.»

Matthieu vient de sortir de la douche après une deuxième session de sommeil (il s'était levé à 5h avec les garçons). «Après avoir songé à la par-

ticipation d'une mère porteuse, dit-il, on a envisagé l'adoption puisque les lois, qui évoluaient rapidement, nous le permettaient. On nous a parlé d'un programme de la Direction de la protection de la jeunesse qui permet à des

«L'idée d'avoir un enfant venait sporadiquement dans notre esprit, raconte Terry. Mais chaque fois que cette idée émergeait, c'était perçu comme une impossibilité. On soupirait et on tentait d'oublier ça.»

parents nourriciers d'adopter. C'est un risque qu'on a décidé de prendre.»

Mais les mois passent, et l'espoir s'amenuise. Puis un jour, alors que Terry et Matthieu s'apprennent à tourner la page en partant en voyage en Europe, le téléphone sonne. «C'était un travailleur social de la DPJ qui nous demandait si on acceptait de prendre en charge deux petits frères. On ne le croyait pas. Nous sommes allés les chercher pour une simple visite qui devait durer une heure. Ils ne nous ont plus jamais quittés», raconte Terry.

Avant de débarquer chez Terry et

Matthieu, les deux garçons avaient connu quelques foyers nourriciers. «L'une des grandes difficultés qu'on a rencontrées a été de faire face au chantage émotif des enfants, dit Matthieu. Il y avait une confiance à construire.»

Là-dessus, Jonathan arrive et presse tout le monde de partir le plus rapidement possible pour le parc. Alexis, quelque peu jaloux de l'aventure qui s'offre à son frangin, s'empare du ballon flambant neuf. Le groupe se met en branle afin d'aller encourager ce futur Maradona. Aux abords du terrain de soccer, des dizaines de parents préparent leur marmaille à cet entraînement ludique. «L'attitude des gens est extraordinaire. Jamais on n'a senti le moindre soupçon d'homophobie, dit Terry. Les professeurs et la direction de l'école ont été d'une grande aide parce que tout cela n'est pas évident.»

Quand on demande à Terry et Matthieu, en couple depuis bientôt 25

ans, d'expliquer ce qui a motivé leur décision, la réponse ne se fait pas attendre. «Ça ne vient pas combler quelque chose. Notre vie était déjà bien remplie, dit Matthieu. Ça nous permet de partager et d'aider deux petits garçons qui en ont bien besoin.»

À cet instant, Jonathan quitte le groupe avec lequel il découvrait les rudiments du soccer depuis une demi-heure. «C'est plate, lance-t-il. Il ne se passe rien.» Doucement, Matthieu l'entraîne à l'écart pour lui parler. «De voir Alexis évoluer avec son élocution, qui était très difficile quand on l'a pris, nous procure beaucoup de bonheur, dit Terry. Je crois que c'est ce genre d'émotion qu'on recherchait.»

Depuis l'arrivée de Jonathan et Alexis, la splendide maison de ces deux amateurs d'art est jonchée de jouets, de DVD et de chaussures de sport. «Mon frère n'arrêtait pas de me dire qu'il avait hâte que ses enfants vieillissent pour enfin connaître la même liberté que nous. Il se gratte maintenant la tête en nous regardant embrasser la paternité à la fin de notre quarantaine», dit Matthieu.

LA PATERNITÉ PEUT AUSSI ÊTRE UN DEUIL

MARIO GIRARD

François et Émile vivent en couple depuis huit ans. Ces deux hommes dans la quarantaine travaillent dans le domaine des communications. François a connu un «appel» de la paternité plutôt fort à un moment précis de sa vie, assez en tout cas pour qu'il entreprenne certaines démarches. «J'avais entendu dire que c'était possible pour des gais en couple d'adopter au Brésil. Mais au Secrétariat d'adoption internationale, une dame hyper blasée m'a dit d'oublier ça. Elle m'a traité comme si je m'étais levé ce matin-là en me demandant si j'allais m'acheter un char ou adopter un enfant. Elle n'a pas du tout pris mon désir au sérieux.»

François et Émile font partie de ces hommes qui, à un moment dans leur vie, doivent faire le deuil de la paternité. Ce désir qu'une majorité d'hommes éprouvent est réprimé et la plupart du temps condamné au silence. «Un de mes frères a eu un bébé et un jour, je l'ai pris dans mes bras. J'ai pleuré en me disant que je ne connaîtrai jamais le

sentiment de serrer mon propre enfant contre moi», raconte Émile.

Les deux hommes mènent actuellement de belles carrières, ils ont des amis à la pelle et voyagent régulièrement à l'étranger. Mais cet «appel» est le même que pour tous les autres hommes. «Il faut dire qu'en tant que gais, on devient plus égoïstes. J'ai l'impression que la paternité rétablit les choses», dit Émile.

«Avoir un enfant, c'est le plus grand des privilèges, dit Laurent McCutcheon, président de l'organisme Gai Écoute. Bien évidemment, tu te demandes si tu auras un jour la chance de connaître cela.» Ce «vieux militant» affirme que s'il pouvait retourner 30 ans en arrière, il envisagerait sérieusement l'adoption. «Aujourd'hui, avec les changements sociaux que l'on connaît, c'est sûr que mon conjoint et moi aurions un enfant.»

La prêtreise et la paternité

Bernard East est prêtre dominicain depuis 27 ans. Avant de développer la réflexion sur la paternité à laquelle il

renonçait, il a d'abord songé à la vie de couple qu'il mettait de côté. «J'avoue que j'ai songé à la rencontre sexuelle que je n'allais pas connaître. Et quand tu as déjà connu cela avant, c'est encore plus dur.»

Au moment d'embrasser la prêtreise, Bernard East était dans la vingtaine. Le désir de la paternité n'était pas très fort pour lui à ce moment-là. «C'est dans la trentaine que ça m'a frappé. Et là, plein de choses ont monté à la surface. Je l'ai vécu comme un manque. Les humains connaissent dans leur vie un besoin de copulation qui est tout à fait naturel. Je l'ai eu et il a fini par passer.»

Pour Bernard East, la réflexion autour de la paternité a pris des considérations philosophiques. «Être père, c'est vouloir laisser quelque chose à l'humanité. Pas juste une espèce de clonage de nous-mêmes mais un être qui a été généré avec l'aide de l'autre.»

Entrer en relation

Certains hommes qui n'ont pas la chance de vivre la paternité prennent leur rôle d'oncle ou de parrain plus au

sérieux. C'est pour eux une façon d'entrer en relation avec le monde de l'enfance. «Mes neveux et nièces ont pris à une époque une grande importance, dit Laurent McCutcheon. Ils ont sans doute comblé ce vide.»

Émile a six neveux et nièces. Il est trois fois parrain. «Au travail, il y a trois de mes collègues qui sont mères célibataires qui m'ont déjà demandé si j'étais intéressé à devenir le grand frère de leur fils.»

Ce deuil de la paternité, il se fait en douce. Il s'opère en coulisse. «Je ne sais pas exactement quand ça s'est produit mais aujourd'hui je peux l'affirmer, c'est un deuil assumé», dit Laurent McCutcheon.

Même si François avance en âge et a relégué ce projet de vie aux oubliettes, son désir de paternité n'est pas complètement éteint. «J'avoue que j'y pense encore secrètement. Quand je lis des histoires d'enfants abandonnés par leurs parents, je me plains à penser que je deviens leur père.»

PLUS

Bernard Lord à Ottawa?

« Je ne dis pas jamais, mais je dis pas maintenant »

Bernard Lord a déjà dit non deux fois au Parti conservateur fédéral, il continue d'affirmer qu'il appuie le chef actuel, Stephen Harper, et qu'il veut un troisième mandat de premier ministre du Nouveau-Brunswick. Malgré tout, son nom revient constamment en tête de liste des candidats à la direction du PC. Le jeune politicien finira-t-il par succomber au chant des sirènes ?



VINCENT MARISSAL

FREDERICTON — L'hiver dernier, Bernard Lord a eu envie de partir en balade au Québec et de visiter Montebello avec sa femme et leurs deux enfants, Sébastien, 11 ans, et Jasmine, 10 ans. La petite famille a donc fait ses valises et a pris la route, bravant la tempête, pour arriver plusieurs heures plus tard à destination.

« C'est moi qui conduis mon auto avec ma famille, mon *staff* n'aime pas ça, mais je veux que mes enfants aient une vie à peu près normale », dit le jeune premier ministre du Nouveau-Brunswick, au cours d'une longue entrevue accordée à *La Presse* au début du mois à ses bureaux de Fredericton.

— Une vie à peu près normale ? Cela exclut donc Ottawa de vos projets ?

M. Lord éclate de rire.

— C'est vrai qu'il n'y a pas grand-chose de normal à Ottawa, réplique-t-il à la blague. Mes enfants me parlent et je les écoute. On parle de toutes sortes de choses, le soir quand je rentre à la maison, mais je ne leur ai jamais demandé s'ils voulaient aller habiter à Ottawa.

Pas moyen d'y échapper, toutes les conversations qu'a Bernard Lord ces temps-ci le ramènent toujours au même sujet : est-il, oui ou non, intéressé à remplacer Stephen Harper à la tête du Parti conservateur fédéral si l'occasion devait se présenter dans les prochains mois ?

À Ottawa, il y a de plus en plus de monde qui pense que Stephen Harper a manqué son coup ce printemps, qu'il n'a pas été capable d'envoyer Paul Martin au tapis alors qu'il était dans les câbles. Quand le chef de l'opposition promet très publiquement de renverser le gouvernement minoritaire, vaut mieux qu'il ait les moyens de mettre ses menaces à exécution, sinon il perd des plumes.

Harper descend, Lord remonte...

À voir Stephen Harper et son parti dégringoler dans les sondages, surtout en Ontario, à le voir stagner dans le fond du baril au Québec, plusieurs conservateurs commencent à s'impatienter. Alors, ils cherchent un remplaçant et la liste est désespérément courte.

Pour percer vraiment à l'est du Manitoba, les conservateurs ont besoin, idéalement, d'un chef bilingue, charismatique (du moins, pas complètement coincé), modéré et qui ne fait pas peur aux Québécois, bref, quelqu'un qui ne traîne pas l'image d'un réformiste dans de nouveaux habits conservateurs. Faites le tour, vous reviendrez, vous aussi, à Bernard Lord. Au surplus,



Bernard Lord prononçant un discours devant le Canadian American Business Council, à Washington, le 19 mai dernier. « Les gens me prêtent toutes sortes de motifs, admet le jeune premier ministre du Nouveau-Brunswick. Je n'ai jamais dit que je ne ferai jamais de politique fédérale (...) Mais ma première responsabilité est ici et je fonctionne mandat par mandat. »

Bernard Lord est même né au Québec, à Roberval, où son père, Ralph, exerçait son métier de pilote de brousse.

Il n'y a pas que les journalistes qui posent et reposent la même question au jeune premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick. Ses concitoyens aussi le font, de même que ses députés, ses militants, ses adversaires politiques. Il n'y a probablement que ses enfants qui n'ont pas abordé la question d'un déménagement éventuel à Ottawa. M. Lord se dit flatté, mais il ajoute : « Non, merci. Du moins pour l'instant. »

— J'appuie Stephen Harper, dit-il. J'entends les mêmes choses. Les gens m'appellent, ils m'envoient des courriels, encore aujourd'hui. Je réponds qu'il faut aider Stephen Harper. Il a gagné le leadership et on ne peut pas limoger le chef tous les six mois parce que ça va mal. Les défis d'un parti vont au-delà des individus.

« Les gens me prêtent toutes sortes de motifs, poursuit-il. Je n'ai jamais dit que je ne ferai jamais de politique fédérale. J'ai 39 ans et il n'y a pas de doute que j'aime le Canada. Je crois que l'on pourrait faire mieux (comme pays). Mais ma première responsabilité est ici et je fonctionne mandat par mandat. Je ne dis pas jamais, mais je dis pas maintenant. Si les conservateurs perdent les prochaines élections, à ce moment-là, il faudra que le Parti fasse ses choix, mais moi je souhaite que Stephen Harper gagne. »

Évidemment, Bernard Lord, qui a déjà décliné l'offre de se présenter à la direction du nouveau Parti conservateur l'an dernier, ne peut absolument pas se permettre de donner l'impression de vouloir faire tomber Stephen Harper de sa chaise. Les fomenteurs de putsch ont toujours mauvaise réputation. Mais la pression est forte et il ne manquerait pas d'organismes pour faire la « job de bras » si nécessaire.

Ça jase au Nouveau-Brunswick...

Chose certaine, ça jase beaucoup de l'avenir de Bernard Lord au Nouveau-Brunswick. « Les gens me demandent souvent si je regrette de ne pas m'être présenté à la direction du PC en 2004, parce qu'ils disent que je serais là et que je gagnerais, raconte-t-il. Mais on ne sait pas. Peut-être que je me serais pété la framboise. Encore aujourd'hui, les gens m'appellent et me disent : *il faut que tu y penses, tu es la personne*. Je les remercie pour le bon commentaire et je leur demande de m'appuyer ici au Nouveau-Brunswick. »

Le « chef en réserve » affirme que toute cette attention devient gênante parce qu'on le soupçonne de profiter de son poste de premier ministre du Nouveau-Brunswick pour se positionner sur la scène fédérale contre les libéraux de Paul Martin. L'opposition à Fredericton l'accuse notamment de refuser de signer une

« C'est moi qui conduis mon auto avec ma famille, mon staff n'aime pas ça, mais je veux que mes enfants aient une vie à peu près normale. »

entente fédérale-provinciale sur les garderies pour marquer des points chez les conservateurs de l'Ouest.

Dans les jours précédant le vote crucial du 19 mai à la Chambre des communes (vote qui a failli renverser les libéraux), Paul Martin a sillonné le pays, multipliant les annonces et distribuant généreusement les chèques. Il comptait bien aussi faire de même au Nouveau-Brunswick, mais le premier ministre Lord lui a fermé la porte au nez, affirmant ne pas vouloir se prêter aux jeux préélectorales de son homologue fédéral. L'inci-

dent, évidemment, a fait grand bruit et on a conclu que M. Lord envoyait paître M. Martin pour faire monter sa cote sur la scène fédérale.

« Je refuse l'argent ces temps-ci, en fait je refuse de signer l'entente avec Ottawa, parce qu'on veut plus de flexibilité, on veut pouvoir offrir plus de choix aux parents, tout simplement, se défend-il. Je n'apprécie pas que le gouvernement fédéral nous dicte quoi faire. On ne cherche pas la guerre, mais on n'accepte pas que le fédéral soit intransigeant. Mais si l'intransigeance perdure, on va prendre l'argent, le Nouveau-Brunswick n'est pas en position pour refuser 100 millions (sur cinq ans). »

Puis, il y a eu l'incident « Belinda », qui a fait du bruit aussi. Encore là, Bernard Lord affirme ne pas avoir cherché la publicité quand il a reproché ouvertement à Mme Stornach d'être passée chez les libéraux.

« J'ai essayé d'éviter de parler de Belinda, mais à un moment donné, tu es dans un *scrum* et les journalistes te posent des questions, alors, tu réponds. J'ai été surpris par l'ampleur de la réaction. »

Enfin, plus récemment, une rumeur (répandue par des conservateurs influents) voulant que Bernard Lord viendrait faire campagne au Québec lors de la prochaine campagne et qu'il participerait à des publicités pour aider Stephen Harper a accentué l'impression générale qu'il préparait sa venue à Ottawa. Faux, archifaux, rétorque le principal intéressé.

« Faire campagne au Québec ? Moi ? Non ! affirme-t-il. Je me sentirais mal à l'aise d'aller faire campagne au Québec. Je suis premier ministre du Nouveau-Brunswick. La demande m'avait été faite lors de la dernière campagne (en 2004) par le Parti conservateur d'aller appuyer des candidats au Québec ou en Ontario, mais j'ai refusé. Jamais personne ne m'a parlé de faire des pu-

BERNARD LORD

Né à Roberval le 27 septembre 1965 (il a grandi dans la région de Moncton).

Marié, deux enfants : Sébastien, 11 ans, et Jasmine, 10 ans.

Élu chef du Parti conservateur du Nouveau-Brunswick en octobre 1997.

Élu député de Moncton-Est en octobre 1998.

Élu premier ministre en juin 1999, réélu en juin 2003.

blicités. Les seules publicités du Nouveau-Brunswick que vous voyez au Québec, ce sont celles vantant nos plages. (Le premier ministre est intarissable quand vient le temps de « vendre » les attraits de sa province.)

« Je ne vois pas ce que je peux apporter aux conservateurs au Québec, reprend-il. Je ne vois pas pourquoi les Québécois écouterait le premier ministre du Nouveau-Brunswick. Voyons donc, ça ne se fait pas. »

M. Lord se retrouve ces jours-ci dans la peau d'un suspect que l'on confronte, mais qui trouve toujours un alibi pour s'en sortir. Cela dit, le jeune premier ministre a de l'ambition et au moins un motif pour faire un jour le grand saut vers Ottawa.

« Je crois que le Canada a besoin de plus d'un parti qui peut former le gouvernement, conclut-il. Je crois que ça affaiblit le pays et, par ricochet, ça affaiblit la démocratie s'il n'y a qu'un parti perçu comme étant capable de former le gouvernement et de représenter l'ensemble du pays. »

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

« Attaché » au Nouveau-Brunswick

VINCENT MARISSAL

Quand on se regarde, on se désole, quand on se compare, on se console, paraît-il.

C'est probablement vrai pour Bernard Lord, qui, même s'il vit un deuxième mandat difficile, peut se consoler en pensant à Paul Martin et à Jean Charest.

Réélu en 2003 avec seulement un siège de majorité (28 conservateurs, 26 libéraux et un néo-démocrate),

le gouvernement conservateur de M. Lord a survécu à ce jour à l'Assemblée législative et, à moins d'un accident de parcours, il devrait pouvoir terminer son mandat. À moins, évidemment, que Bernard Lord ne prenne la route d'Ottawa avant, ce qui compromettrait la survie de son gouvernement. Raison de plus pour y penser à deux fois : M. Lord est vraiment « attaché » au Nouveau-Brunswick, au sens propre comme au figuré.

S'il reste, par contre, ses chances de réélection semblent s'améliorer. Malgré des réformes extrêmement impopulaires en santé et des primes d'assurance auto qui restent très élevées malgré le plafond imposé par le gouvernement, M. Lord obtient un taux de satisfaction de 51 %. De quoi faire rêver Jean Charest.

De plus, le Parti conservateur est à égalité dans les intentions de vote avec les libéraux (notez, tout de

même, 36 % d'indécis !) et Bernard Lord devance son rival libéral, Shawn Graham, à la question « qui préférez-vous comme premier ministre ? »

« Nous avons pris des décisions impopulaires et beaucoup de gens attendent les prochaines élections pour nous battre, je suis conscient de ça, dit M. Lord. Mais je veux un troisième mandat et je travaille là-dessus. »

Pour y arriver, le jeune premier

ministre mise, notamment, sur l'éducation postsecondaire et sur l'Internet. Son gouvernement vient de lancer un programme unique au Canada qui rembourse 50 % des droits de scolarité (jusqu'à 10 000 \$ sur cinq ans) aux gens qui s'établissent au Nouveau-Brunswick après leurs études (peu importe où ils ont étudié).

Bernard Lord a par ailleurs promis que 90 % des foyers auront accès à Internet haute vitesse d'ici l'an prochain et d'accroître les services gouvernementaux en ligne. Déjà, la moitié des transactions entre les citoyens et le gouvernement se font par Internet au Nouveau-Brunswick.

La révoltée de la « cage aux vierges »

Politicienne et philosophe, Ayaan Hirsi Ali dénonce autant l'islam, cette religion qu'elle qualifie de rétrograde, que le multiculturalisme occidental qui, selon elle, empêche les musulmans d'évoluer. Rencontre avec une femme qui n'a peur ni des intégristes qui veulent sa peau ni d'un Dieu auquel elle ne croit plus.



AGNÈS GRUDA

Le 2 novembre 2004, le cinéaste néerlandais Théo Van Gogh est assassiné en plein coeur d'Amsterdam. Dans une lettre accrochée au poignard planté dans sa poitrine le meurtrier identifie celle qui pourrait être sa prochaine victime.

Nom : Ayaan Hirsi Ali. Profession : députée au Parlement des Pays-Bas. Raison de la fatwa : elle a scénarisé le film *Submission Part 1*, un court métrage réalisé par Théo Van Gogh et dénonçant le sort des femmes soumises aux préceptes de l'islam.

Depuis, Ayaan Hirsi Ali est une femme traquée. Protégée par six gardes du corps qui vont jusqu'à camper dans son appartement, elle se déplace en voiture blindée et travaille dans un bureau sans fenêtres. Un simple geste quotidien, comme héler un taxi, est un cadeau du ciel, une bouffée inattendue de liberté dans sa vie de condamnée à mort.

Pourtant, Ayaan Hirsi Ali persiste et signe. Ce n'est pas tant la misère qui nourrit le terrorisme, mais bien l'islam lui-même, affirme la jeune parlementaire d'origine somalienne, dans son livre réquisitoire au titre éloquent : *Insoumise*.

« J'aurais pu moi-même devenir terroriste si j'avais continué à frayer dans les cercles où j'évoquais dans ma jeunesse », confie-t-elle lorsque *La Presse* la joint à La Haye.

Née en Somalie dans une famille musulmane pieuse, excisée, mariée de force à un cousin établi au Canada, Ayaan Hirsi Ali a fui son mariage et son destin lors d'une escale européenne, alors qu'elle n'avait que 23 ans.

Réfugiée aux Pays-Bas, elle travaille dans les milieux immigrants, étudie la philosophie, consomme de l'alcool, vit avec un homme sans être mariée — bref, prend de plus en plus de distances face à l'islam.

Un jour, des terroristes kamikazes s'enfoncent dans les tours du World Trade Center. Celles-ci s'effondrent. Et les dernières certitudes d'Ayaan Hirsi Ali aussi.

« Jusqu'au 11 septembre 2001, j'avais vécu sans trop réfléchir. Mais après, j'ai dû faire face aux questions que je ne voulais pas me poser », explique la jeune parlementaire.

Islam et terrorisme

« L'agressivité et la haine sont-elles enracinées dans l'islam ? » se demande-t-elle par exemple. Sinon, comment expliquer que les musulmans soient responsables de la majorité des grandes actions terroristes de la fin du 20^e siècle ?

À partir de sa propre expérience de petite fille qui, sous l'influence d'une enseignante, est devenue dévote au point d'aspérer à une vie de martyre, à partir de ses observations et de ses lectures, elle en vient à conclure que le terrorisme, s'il ne forme que la pointe la plus extrême de l'islam, ne tombe pas tout à fait du ciel.



PHOTO AP

Ayaan Hirsi Ali, députée au Parlement des Pays-Bas, dénonce autant l'islam que le multiculturalisme occidental qui, selon elle, empêche les musulmans d'évoluer.

DEUX MEURTRES QUI ONT ÉBRANLÉ LES PAYS-BAS

Pim Fortuyn, charismatique et populiste leader d'un parti de droite méfiant face à l'immigration, a été abattu le 6 mai 2002 par un activiste des droits des animaux, Volbert Van Der Graaf. Dix jours après, son parti remportait la deuxième place lors d'un scrutin législatif.

Théo Van Gogh, cinéaste provocateur et lointain descendant du peintre Vincent Van Gogh, avait un jour qualifié les musulmans de « baiseurs de chèvres ». Il a été assassiné le 2 novembre 2004 à Amsterdam, peu après la sortie de son film, *Submission Part 1*. Son meurtrier : Mohammed Bouyeri, Néerlandais d'origine marocaine.

« Aussi grandes que puissent être les différences entre les musulmans, c'est l'enseignement de l'islam et la manière dont il est

vécu en pratique qui nourrissent le fondamentalisme et, en bout de ligne, le terrorisme », écrit Ayaan Hirsi Ali dans son livre.

Vivre avec la menace

Après quelques mois d'exil involontaire aux États-Unis, où elle s'est réfugiée après l'assassinat de Théo Van Gogh, la députée est de retour à son poste, à La Haye. « Au début, je ne dormais jamais deux soirs au même endroit. Mais c'était inutile et inefficace. J'ai besoin d'une maison pour faire mon travail de député. Alors, depuis la mi-avril, je vis dans un appartement à La Haye », raconte-t-elle.

A-t-elle peur ? « J'essaie de ne pas penser à la menace, les autorités m'ont dit qu'elle pouvait se matérialiser n'importe où, n'importe quand », dit-elle avec philosophie.

Et puis, elle s'appuie sur l'expérience de l'écrivain Salman Rushdie, qui a vécu longtemps sous le coup d'une fatwa : « Il m'a dit de ne pas désespérer, que j'aurai de mauvaises journées et de bonnes journées. »

La jeune femme de 35 ans s'accroche donc, et ne désespère pas. La version française de son livre vient tout juste de paraître et Ayaan Hirsi Ali aligne les entrevues dans lesquelles elle n'épargne ni le Prophète, ni le Coran,

Ayaan Hirsi Ali est une femme traquée. Protégée par six gardes du corps qui vont jusqu'à camper dans son appartement, elle se déplace en voiture blindée et travaille dans un bureau sans fenêtres.

ni les Occidentaux bien-pensants qui acceptent des situations intolérables au nom de la tolérance. Refusant de se taire, elle multiplie les formules-chocs.

Dieu ? C'est une chimère. L'islam ? Une religion qui porte les

germes du fascisme et confine les femmes dans un rôle d'« usines à fils ». Les mariages forcés ? Un viol organisé avec le consentement de la famille. Le multiculturalisme ? Une doctrine « paresseuse » qui permet à la gauche occidentale de se déculpabiliser, mais qui n'est qu'une nouvelle forme d'apartheid.

Ayaan Hirsi Ali choque, bouscule et poursuit inlassablement son but : convaincre les musulmans qu'ils doivent cesser d'attribuer leur stagnation socioéconomique à des ennemis extérieurs et entreprendre plutôt une profonde réforme de l'islam.

Car pour cette femme qui préfère Spinoza à Allah, l'ennemi de l'islam est intérieur : c'est la foi aveugle dans les paroles du Prophète, la soumission absolue à Dieu, une série de dogmes incompatibles avec la vie moderne.

« Les religions chrétiennes et le judaïsme se sont modernisés et ont établi une relation de dialogue avec Dieu. Pas les musulmans, à qui on demande simplement de lui obéir », dénonce-t-elle.

L'un des blocages majeurs qui empêchent l'islam de se réconcilier avec la modernité, c'est le traitement fait aux femmes, l'obsession de la virginité, la domination masculine.

Non seulement les musulmans se privent-ils ainsi du talent de la moitié de la population, mais en plus, ils « confient l'éducation à des femmes analphabètes qui transmettent leurs connaissances obtuses à leurs enfants, donc aussi à des hommes », dénonce la députée de La Haye.

Pour elle, ce ne sont pas seulement les femmes, mais tout le monde musulman qui est ainsi enfermé dans une « cage à vierges ».

L'apartheid multiculturel

Mais n'y a-t-il donc pas de voix réformistes à l'intérieur de l'islam ? Si, mais elles sont rares et se font entendre surtout en Occident — où elles sont bloquées par les discours bien-pensants selon lesquels toutes les cultures se valent, déplore Ayaan Hirsi Ali.

À ses yeux, ce relativisme culturel est un cul-de-sac. En finançant les écoles islamiques, les Pays-Bas maintiennent les musulmans dans un ghetto. Et selon elle, c'est exactement ce qui se produirait en Ontario si cette province allait de l'avant avec les recommandations de l'ancienne ministre de la Justice, la néo-démocrate Marion Boyd, et ouvrirait la porte aux tribunaux islamiques pour régler des cas de litiges familiaux.

Actuellement, des imams ontariens arbitrent déjà des cas de divorce et de garde d'enfants. Mais avec la proposition Boyd, de véritables tribunaux islamiques avec le sceau de l'État pourraient voir le jour.

À ce sujet, Ayaan Hirsi Ali est formelle : si l'on soumet des litiges familiaux à la loi de la charia, il y aura inévitablement de la discrimination contre les femmes. « Elles hériteront moins que les hommes, il leur sera difficile d'obtenir le divorce, alors que les hommes pourront divorcer facilement », égrène-t-elle.

Et puis, il y a le problème de la violence domestique, qui risque d'être soustraite au regard public, puisque l'islam préconise la soumission des femmes.

« Les tribunaux islamiques en Occident risquent de créer des sociétés parallèles où les femmes sont exploitées, opprimées et placées à l'extérieur des lois », dénonce-t-elle. La gauche occidentale est peut-être bien intentionnée en voulant ainsi respecter toutes les coutumes, mais « c'est un cas classique où l'enfer est pavé de bonnes intentions ».

« Les cultures ne sont pas toutes égales », déclare Ayaan Hirsi Ali. Pour mieux le démontrer, elle travaille déjà sur un nouveau film, *Submission Part 2*. Menace ou pas, elle continue à se battre, envers et contre tous.

L'Insoumise, Ayaan Hirsi Ali, Éditions Robert Laffont, 2005, 199 pages.

La fin du modèle néerlandais

AGNÈS GRUDA

Aux Pays-Bas, on les appelle les « allochtones » — terme qui englobe à la fois les immigrants de première génération et ceux qui ont vu le jour en sol néerlandais, mais qui ont au moins un parent né à l'étranger. Ces allochtones forment près du quart de la population du pays : 3,8 millions sur 16 millions. Parmi eux, on compte 940 000 musulmans, pour la plu-

part originaires de Turquie ou du Maroc.

Respectueux de leurs traditions, peu préoccupés par l'intégration de ces étrangers, le pays des polders a longtemps été fier de sa politique de tolérance.

Mais après le meurtre du politicien populiste Pim Fortuyn, puis celui du cinéaste provocateur Théo Van Gogh, le modèle néerlandais a pris une grosse volée de plombs dans l'aile.

Du jour au lendemain, les

Néerlandais « de souche » ont réalisé qu'une surdose de tolérance les a conduits aux tensions ethniques et à l'exclusion. Les subventions aux écoles ethniques et religieuses ont contribué à la formation de ghettos urbains. Aujourd'hui, sept « allochtones » sur 10 se marient avec des étrangers. Sur les 900 000 musulmans établis aux Pays-Bas, environ 400 000, dont une forte proportion de jeunes nés à Amsterdam ou Rotterdam,

ne maîtrisent même pas le néerlandais !

Mal intégrés, peu représentés dans les institutions néerlandaises, les enfants de l'immigration se tournent vers les mosquées — où l'on retrouve des imams de plus en plus radicaux.

Voilà comment une politique soutenue par la gauche a fini par jouer en faveur des forces les plus conservatrices de la communauté musulmane, dénonce le sociologue néerlandais Paul Scheffer.

Aujourd'hui, le pays tente de corriger le tir. Le gouvernement tente d'imposer plus de mixité ethnique dans les écoles. Les candidats à l'immigration doivent désormais suivre un cours de langue et de culture hollandaise. Et de nouveaux tests linguistiques ont été imposés aux immigrants réclamant la citoyenneté néerlandaise — une mesure qui a dû être temporairement suspendue lorsqu'on s'est rendu compte que le test était mal conçu et que même des citoyens hollandais de père en fils avaient de la peine à obtenir la note de passage...

Pas facile de trouver l'équilibre entre l'intégration et le respect de la différence, entre la tolérance et le laisser-faire.

PLUS

DES OH ! ET DES BAH !

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

DES CHIFFRES QUI PARLENT

60

Pourcentage de jeunes Anglais portant des bracelets liés à des causes humanitaires qui les utilisent, en fait, pour illustrer leurs préférences sexuelles ou leur situation sentimentale.

500

Nombre d'Ontariens qui ont manifesté cette semaine devant l'Université de Western Ontario contre la remise d'un diplôme honorifique au D^r Henry Morgentaler, salué pour sa longue bataille en faveur de la légalisation de l'avortement.

1000

Nombre de lettres adressées à Dieu qui ont été transmises récemment par la poste israélienne au rabbin chargé du culte au mur des Lamentations.

ICI ET AILLEURS

GRANDE-BRETAGNE
Boue salvatrice

Les conducteurs de véhicules utilitaires sport (VUS) doivent vivre aujourd'hui avec la réprobation populaire. Leurs grosses bagnoles, entendent-ils à répétition, mangent des champs pétroliers au kilomètre et ne voient jamais les routes sportives pour lesquelles elles sont officiellement conçues. Mais voilà qu'un brillant homme d'affaires anglais leur offre un sursis en mettant sur le marché des cannettes... de boue. Il suffit d'asperger le véhicule et hop ! on dirait qu'il revient d'une tournée dans les bois. Fini les commentaires d'écologistes prétentieux et moralisateurs, à nous la liberté !

POLOGNE
Pas bouché, le plombier !

Il est grand, costaud, ses pectoraux bien bombés se dessinent sous son t-shirt blanc. Dans ses mains, il tient quelques tuyaux. Qui est-ce ? C'est lui, le fameux plombier polonais qui a été évoqué pour inciter les Français craintifs pour leur emploi à rejeter la Constitution européenne. Où trouver cet ouvrier exceptionnel, doté de muscles proéminents et d'un regard de séducteur ? Sur le

site Web de l'Office du tourisme polonais à Paris, qui a décidé de convertir la figure emblématique des partisans du Non en un outil promotionnel pour les voyages en Pologne. «Venez nombreux, je reste en Pologne», affirme le plombier touristique. Apportez vos robinets qui fuient...

BÉNÉLUX
Prière en ligne

Une compagnie s'apprête à commercialiser prochainement dans le Bénélux un portable novateur décrit par un journal belge comme un véritable «imam de poche». L'appareil, déjà commercialisé en Asie, contient en mémoire le texte intégral du Coran et un moteur de recherche. Il peut indiquer la direction de la Mecque, peu importe l'endroit où l'on se trouve, et rappelle les heures de prière quotidiennes. Plutôt que de le faire par une sonnerie quelconque ou un message, il reprend l'appel du muezzin. On peut en choisir un qui vient de la Mecque, de Médine ou encore du Caire. En prime, l'appareil se met en mode silencieux pour éviter de déranger pendant la prière. Ça, c'est du service.

ILS, ELLES ONT DIT...

Prudent

«Je ne sais pas ce que cette fille a fait.»

— Un porte-parole du Patriarcat orthodoxe à Bucarest, expliquant pourquoi il refuse de juger trop rapidement un prêtre et quatre soeurs qui ont littéralement crucifié une autre soeur supposément possédée par le diable. Selon l'Agence France-Presse, la «fille» en question est morte.

Éthéré

«Si je suis dans un avion trop longtemps, je commence à paniquer. Alors j'ai refusé d'y aller et ils m'ont congédié.»

— Un homme canon anglais, qui a perdu son emploi dans un cirque parce qu'il ne voulait pas se rendre au Brésil pour parfaire sa formation. Un gros canon aurait peut-être permis de désamorcer la crise.

Mordant

«Chienne.»

— Le premier ministre JEAN CHAREST commentant, à voix basse, une intervention de la députée péquiste Elsie Lefebvre.

Jean Charest
PHOTO PC

EN HAUSSE... EN BAISSÉ

> EXXON

↑ Ce géant pétrolier a recruté le principal conseiller environnemental de la Maison-Blanche, Philip Cooney, quelques jours après qu'il eut quitté ses fonctions officielles. Le même M. Cooney avait récemment été accusé d'avoir altéré des rapports gouvernementaux pour minimiser l'effet des gaz à effet de serre. Bon travail, mon vieux !

> PETA

↓ L'Organisation de défense des droits des animaux est plongée dans l'embarras par le comportement de deux employés qui sont accusés d'avoir jeté des chiens et des chats morts dans la poubelle d'un centre commercial. Oups !

Écrivez-nous avec vos suggestions et commentaires à ohetbah@lapresse.ca

Avec la collaboration d'Agnès Gruda, Judith Lachapelle, Marc Thibodeau, Charles Côté, AFP, AP et BBC.

Le printemps inachevé



AGNÈS GRUDA
DES NOUVELLES
DU MONDE
agruda@lapresse.ca

Rappelez-vous: le 14 mars, un million de Libanais, toutes confessions réunies, descendaient dans les rues de Beyrouth pour réclamer la démission du président Émile Lahoud et le retrait des troupes syriennes.

Des jeunes agitant leurs drapeaux dans un climat de pacifique euphorie: ces images symbolisaient le soudain réveil du Liban, mais aussi, par extension, les timides avancées démocratiques ailleurs au Moyen-Orient.

Trois mois plus tard, comment se porte ce printemps arabe proclamé triomphalement par Washington ? Plutôt mal, merci.

Il y a bien quelques bonnes nouvelles. D'abord au Koweït, qui après avoir accordé le droit de vote aux femmes, vient de nommer une première femme ministre au sein de son gouvernement.

Puis en Irak, où le gouvernement, élu en janvier, vient de s'entendre avec la communauté sunnite sur sa participation à la rédaction de la future Constitution du pays. Ce

n'est pas rien: après les élections, on craignait que la minorité sunnite, absente du Parlement, ne soit complètement exclue du processus constitutionnel. Un bon point, donc. Mais assombri par une telle flambée de violence qu'il est un peu difficile de s'en réjouir.

Ailleurs, le temps est à la pluie... La plus grande déception de ce printemps inachevé reste le Liban lui-même. Les soldats syriens sont partis. Mais pour le reste, le pays semble revenu au point de départ.

L'ex-général Michel Aoun, rentré d'exil en sauveur, vient de quitter l'opposition pour s'associer avec un ancien ministre de l'Intérieur, considéré comme un pion de Damas.

Le résultat de cette défection est double. Le président honni a maintenant toutes les chances de rester en poste, puisque l'opposition est trop affaiblie pour forcer son départ. Et les Syriens ont la possibilité de faire un retour discret dans les affaires politiques libanaises.

Il aura donc suffi de trois mois pour confisquer la révolte populaire et épuiser l'élan collectif qui a propulsé des milliers de gens dans la rue. Aujourd'hui, les électeurs du nord du pays voteront au dernier tour des législatives — un exercice démocratique qui laisse le Liban aussi divisé que désabusé.

«Un mouvement révolutionnaire de trois semaines ne peut briser les pathologies profondes», résume tristement la politologue québécoise Marie-Josée Zahar, elle-même originaire du Liban.

La déception devant l'issue du printemps libanais est d'autant plus grande que les attentes étaient élevées. Après tout, si un pays comme le Liban, qui possède à la fois une tradition démocratique et la presse la plus libre du monde arabe, ne parvient pas à faire taire ses démons, alors qui ?



PHOTO AP

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Baby Doc

Hier, on étalait leur vie sur toutes les tribunes. Aujourd'hui, ils ont disparu de l'écran radar. Ou presque. Pourtant, ceux qui nous ont fait vibrer, rager, pleurer ou baver d'envie sont toujours là. On les a retracés. Bienvenue au club des retrouvés.

MARIE-ANDRÉE AMIOT
mamiot@lapresse.ca

Jean-Claude Duvalier, alias Baby Doc, a passé 16 ans à se terrer en France après son exil forcé.

On l'avait presque oublié quand l'ancien président de la République d'Haïti est sorti de l'ombre en 2004 pour déclarer qu'il aimerait bien retourner chez lui. «J'entends les cris de mon peuple», avait-il déclaré. Depuis, il n'a pas redonné signe de vie.

Celui qui a fait trembler le peuple haïtien de 1971 à 1986 a 53 ans. Il vit à Paris avec sa nouvelle compagne, Véronique Roi, dans un modeste deux-pièces loué par un ami, qui paie le loyer de 850 euros par mois.

Selon le journaliste italien Riccardo Orizio, qui l'a interviewé en 2003, le dictateur déchu est un homme fini et ruiné. Il est poursuivi par le fisc français, les avocats internationaux et les citoyens. Dans son livre, *Conversation avec le diable*, Orizio affirme que le triple menton de Duvalier a disparu, tout comme sa suffisance. Ses tempes sont grisonnantes et sa voix n'est plus

qu'un murmure. Il a vendu sa Ferrari et sa BMW ainsi que son château. Sa dépensière épouse Michèle Bennett a divorcé de lui en 1992.

En 19 ans d'exil, Duvalier n'a rien fait. Il n'a ni écrit ni travaillé. Dans un article du *Wall Street Journal* publié en 2002, il disait avoir fréquenté l'université pour améliorer ses connaissances en administration et en relations internationales. «Que voulez-



PHOTO AFP

Pas l'Arabie Saoudite, en tout cas. Les élections municipales, dont le dernier tour a eu lieu fin avril, ont connu des taux de participation faméliques — 30% à peine à Riyad. Elles ont été marquées par des confrontations violentes entre la police et les islamistes — qui ont remporté la majorité des scrutins.

En Égypte, où le mouvement islamiste est également très populaire, le président Hosni Moubarak a proposé des changements constitutionnels ouvrant la porte à une présidentielle à candidatures multiples. Mais en vieux renard, il a voulu imposer des critères d'éligibilité tels que l'écartement d'emblée des candidats de l'opposition.

Fin mai, ceux-ci ont donc boycotté le référendum constitutionnel. Ce qui a entraîné une nouvelle vague de répression.

Enfin, craignant la montée prévisible des islamistes du Hamas, l'Autorité palestinienne vient de reporter les législatives prévues pour cet été.

Et c'est bien là le hic: la Maison-Blanche a beau prôner la démocratisation du Moyen-Orient, elle sait que dans bien des pays, des élections entièrement libres risquent d'être remportées par les fondamentalistes.

Washington n'imagine sûrement pas son nouvel ordre démocratique au Moyen-Orient comme une vaste théocratie peuplée de barbus. Mais peut-on favoriser la démocratie seulement quand elle aboutit aux résultats qui nous conviennent ?

Non, répond le sociologue égyptien Saad Eddin Ibrahim, pour qui «il est hypocrite de vouloir prôner la démocratie et en même temps exclure les islamistes d'une participation politique pacifique».

Cet intellectuel laïque croit que la démocratisation du monde arabe passe, qu'on le veuille ou non, par la pleine reconnaissance des partis religieux. Quitte à ce qu'ils prennent le pouvoir. Selon lui, ceux-ci sont bien plus nuisibles lorsqu'on les écarte de la vie politique: il n'y a pas de meilleure pub que l'aura de martyr.

Le fanatisme serait donc soluble dans l'exercice du pouvoir ? Il y a hélas! des tas d'exemples qui prouvent le contraire. Qu'on le veuille ou non, la démocratisation du Moyen-Orient risque de donner naissance à quelques monstres.

Vous vous demandez où sont passées ces personnes qui ont défrayé la chronique et qui se sont éclipsées depuis ? Écrivez-vous et nous tenterons de les retracer.